



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES ET EUROPÉENNES

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par :

Téléphone : 04.77.48.48.95

Courriel : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr

Fax : 04.77.48.45.60

Dossier n° : 80/4765

Arrêté n° 2009/0309

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

Copie REM. 02/PSIE
JBB Fait

Consignation

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1981, modifié par arrêtés des 5 mars 1986 et 17 juillet 1989, réglementant les activités de l'installation exploitée sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 27 juillet 2006 à la société VITALE RECYCLAGE pour des activités de broyage et de stockage de bois ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1326 du 8 décembre 2008 imposant à l'exploitant le nettoyage et l'élimination des terres polluées sur la parcelle n° 132 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1329 du 8 décembre 2008 imposant à l'exploitant la surveillance des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1417 du 24 décembre 2008 portant mesures d'urgence à l'encontre de la société VITALE RECYCLAGE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 309 du 29 mai 2009 mettant en demeure l'exploitant susvisé de respecter les prescriptions relatives aux analyses sur les points d'eau pouvant servir à l'abreuvement (article 2), les prescriptions relatives aux analyses sur les sédiments des fossés (article 7), et les prescriptions relatives au décapage des fossés (article 8) de l'arrêté n° 1417 du 24 décembre 2008 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 25 septembre 2009 constatant que l'exploitant n'a pas déféré, dans les délais impartis, aux prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé et proposant en conséquence une mesure de consignation ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réserver une suite favorable à la proposition de l'Inspecteur des Installations Classées, afin de contraindre l'exploitant à faire le nécessaire pour respecter la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La S.A.R.L. VITALE RECYCLAGE, qui exploite les installations sises à SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres , consignera en une seule fois entre les mains d'un comptable public, une somme de 30 000 euros répondant du montant des travaux ci-après :

- analyses des eaux et sédiments, décapage de fossés

ARTICLE 2 : La somme consignée sera restituée au fur et à mesure de l'exécution par l'exploitant des travaux demandés, après avis de l'Inspection des installations classées.

ARTICLE 3 : En cas d'inexécution des travaux et de déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement, la société VITALE RECYCLAGE perdra le bénéfice des sommes consignées. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prescrites.

ARTICLE 4 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Trésorier Payeur Général, M. le Maire de SAINT-CYPRIEN et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 21 OCT. 2000



Pierre SOUBELET

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la S.A.R.L. VITALE RECYCLAGE
- Z.I. Les Volons II
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN
- L'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- M. le Trésorier Payeur Général (3 ex)
- M. le Directeur des Actions Interministérielles et Européennes - Bureau des finances et de la programmation (4 copies dont 3 à l'attention de M. le Trésorier Payeur Général).
- Archives
- Chrono

2009/234

